

L'ENSEIGNEMENT DE L'ALLEMAND

LA DEMISSION DE M. VINCENT

Ottawa, 9 juin.

La question des langues agite l'Ontario, de ce temps-ci, mais il ne faut pas comprendre par là qu'il s'agisse des deux langues officielles du Canada. Ce serait être trop exigeant que de demander que l'on s'occupe de la langue française à Toronto autrement que pour la restreindre. C'est donc de l'allemand qu'il s'agit. On sait que le président d'université sir James Falconer s'est attiré des attaques à l'ontarienne pour avoir pris la défense de l'enseignement de cette langue dans les écoles et universités de sa province ; et voici que le *Mail and Empire* vient à son secours et prend la même attitude, dans un article paru samedi dernier, et dont certains passages méritent d'être traduits :

" Nous avons le devoir d'écraser la machine de guerre allemande, et nous en avons la force ; mais il est hors de notre pouvoir d'écraser la langue allemande, et en tout cas, cet acte ne nous servirait de rien. La langue anglaise est aussi vivante aujourd'hui que si l'on n'avait pas essayé pendant les onzième et douzième siècles de la faire périr pour y substituer le français de Normandie.

" L'allemand sera parlé par des dizaines de millions de personnes après la guerre comme avant, et l'idée de l'ignorer avec dédain est dépourvue de raison. Si nous avions mieux connu l'allemand, nous aurions été mieux préparés pour cette guerre. Nous ne pouvons laisser une supériorité à l'Allemagne sur nous, que ce soit dans une guerre à mort ou dans une pacifique concurrence commerciale. Ni l'Empire britannique en général, ni aucun des Dominions qui le composent ne peuvent rester sourds et muets en ce qui concerne la langue d'une nation rivale. Pour faire concurrence à la diplomatie allemande et au commerce allemand, nous avons besoin de savoir ce qui se dit dans le monde diplomatique et le monde commercial allemand. Autrement, nous nous laisserons distancer dans la grande course économique à laquelle se livreront les grandes nations du monde, lorsqu'elles seront débarrassées de la guerre. Et il y aura plus d'Allemands que jamais qui apprendront l'anglais. Ils développeront leur commerce dans les pays britanniques en dépit des tarifs et des préjugés, mais pour cela ils auront besoin de parler couramment notre langue. Et nous n'aurons pu d'autre moyen de réfuter leurs arguments que de les connaître d'abord.

Il y a six semaines a paru le rapport d'un comité chargé par le premier ministre britannique d'étudier la situation des langues modernes dans l'enseignement en Angleterre. Ce rapport contient trois recommandations principales, dont l'une a trait à l'étude des sciences modernes par tous les éducateurs. Il recommande aussi une meilleure connaissance des langues dans le service consulaire, ainsi que chez les militaires et les navigateurs. Le rapport suggère encore que l'Etat fasse un usage plus considérable des femmes au courant des langues étrangères, et il recommande la création de chaires de professeurs et de conférenciers sur l'en-

seignement de la langue, de la littérature, de l'histoire et de l'économie politique des cinq plus grandes nations de l'Europe, donnant la prééminence à la langue française qu'on étudiera et diffusera le plus possible plus que les quatre autres. Il est ensuite stipulé que les trois langues espagnole, italienne et russe reçoivent autant d'attention dans les universités anglaises qu'en reçoit l'allemand.

Il est donc évident, conclut le *Mail and Empire*, que ce comité britannique ne pense même pas à faire raver la langue allemande de l'enseignement en Angleterre.

Le journal ontarien et tory ne s'arrête cependant pas à la préférence donnée au français, dans le rapport pour lequel il a tant de respect par ailleurs. On dirait qu'il craint que certains de ses lecteurs, parmi ceux qui pensent à quelque chose, ne fassent la réflexion que si l'on accorde une place et demie au français dans l'ensemble de l'Empire, selon les conclusions de ce rapport, l'Ontario fera piètre figure avec ses règlements inventés juste pour obtenir l'effet contraire, c'est-à-dire pour ramener aussi près de zéro que possible le thermomètre de la liberté d'enseignement de la langue de France. Sans l'avoir voulu, et tout en parlant d'autre chose, ce journal vient d'administrer un soufflet au cabinet ontarien et à tous ceux qui appuient sa politique de persécution ignare. Nous doutons que le compliment soit fort goûté au ministère de l'Education. Le *Mail and Empire* devrait prendre des leçons d'habileté de bas étage de son confrère du *Globe*, plus prompt à répandre la calomnie qu'à donner acte lorsqu'on lui a mis le nez dedans.

Il reste donc, du plaidoyer du *Mail and Empire* en faveur de l'allemand, que dans le Royaume-Uni, on se prépare à continuer à enseigner, mais dans une moindre proportion, cependant que le français. C'est une preuve nouvelle de la largeur d'esprit des vrais Anglais, comparée à celles de nos "coloniaux", mais il est piquant que ce soient ces derniers eux-mêmes qui nous le rappellent.

• • •

A Ottawa, la politique continue d'être assez tranquille, excepté si l'on inscrit sous cette rubrique la destitution de M. J. U. Vincent, qui cause quelque potin dans le Landerneau du Service civil. Il est de notoriété publique, maintenant, que M. Vincent a reçu un congé de douze mois pendant lequel ses appointements continueront de lui être versés, mais on fait remarquer que c'est bien le moins que l'on puisse faire envers un fonctionnaire occupant une situation aussi importante, et contre qui on n'a pas de sujet de plainte. M. Vincent lui-même garde un silence discret, mais ses amis se déclarent indignés de ce qu'ils appellent une injustice envers le principal intéressé d'abord, puis envers l'élément de langue française ensuite, qui perd ainsi une haute situation de plus, bien qu'on n'en soit plus à les compter. Il est probable qu'il en sera question à la prochaine session, à moins que les choses ne s'arrangent d'ici là.

Ernest BILODEAU.